

Table ronde « Israël – Palestine : comment une communauté universitaire s’engage »

L’Université de Lille a organisé, le 21 mai 2024, une table-ronde intitulée : « Israël – Palestine : comment une communauté universitaire s’engage ». Cette table ronde, à destination de la communauté universitaire, avait vocation à donner la parole à différents intervenants sur leurs engagements s’agissant du conflit israélo-palestinien et de son impact dans les universités.

A ce titre, devaient intervenir deux représentants du collectif Golem et deux représentants de l’association Libre Palestine, qui avaient accepté l’invitation à échanger, deux vice-présidentes de l’Université de Lille engagées dans les mobilités internationales universitaires et l’accueil d’étudiants en exil, et une enseignante de l’Université de Lille mobilisée en faveur de l’accès à l’enseignement supérieur pour les étudiants palestiniens.

L’Université de Lille regrette profondément que la tenue de cette table ronde ait été rendue impossible à la suite de la première intervention particulièrement contestable de la représentante de l’association étudiante Libre Palestine.

À l’issue de l’intervention des deux représentants de Libre Palestine, la réunion a immédiatement été perturbée par des slogans, invectives et chants contre le président de l’université, dans la continuité des injures et des menaces de mort proférées contre lui la semaine précédente et ayant conduit à un dépôt de plainte.

Malgré les tentatives de retour au calme, l’impossibilité de tenir un dialogue respectueux et la confusion entretenue par cette minorité bruyante, organisée pour empêcher délibérément toute prise de parole, ont conduit l’université à arrêter l’événement.

L’Université de Lille a condamné les menaces et les injures tenues à l’égard de représentants de Libre Palestine, lors de l’annulation d’une conférence le 18 avril dernier. Elle condamne tout aussi fermement les expressions publiques haineuses intervenues le 21 mai, notamment à l’égard des deux représentants du collectif Golem. Celles-ci sont intolérables. Les participants étaient venus pour dialoguer. Nous déplorons qu’une petite minorité ait confisqué ce moment d’échange, empêchant toute autre intervention.

Ces méthodes et comportements violents et haineux n’ont pas leur place à l’université. C’est pourquoi la présidence de l’Université de Lille fera usage, après analyse juridique, des moyens dont elle dispose pour qualifier les propos et, le cas échéant, poursuivre tout acte répréhensible qui aurait été commis lors de cet événement.